

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Direction de la
Réglementation et des
Libertés Publiques

Bureau de l'Urbanisme et
de l'Environnement
DP/AW

Affaire suivie par :
Mme POMMIER
Tél. : 02 37 27 70 95

**Arrêté autorisant la S.A.S. STAR à modifier les conditions d'exploitation
de la carrière de MARGON située lieudit « La Borde »**

**Le Préfet d'Eure et Loir,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°1284 du 17 juin 1988 autorisant la S.A.S. STAR à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de MARGON ;

VU l'arrêté préfectoral n°1285 du 17 juin 1988 modifié autorisant ; le détournement du cours d'eau « La Cloche » sur la commune de MARGON ;

VU l'arrêté préfectoral n°2030 du 12 juillet 1999 relatif aux prescriptions à imposer fixant le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière, autorisée par l'arrêté préfectoral du 17 juin 1988 ;

VU l'arrêté préfectoral n°1378 du 30 août 2001, autorisant la société S.A.S. STAR à exploiter, en régularisation et renouvellement d'une carrière et d'une installation de premier traitement de matériaux sur le territoire de la commune de MARGON ;

VU l'arrêté préfectoral n°1682 du 08 octobre 2001 autorisant la S.A.S. STAR à exploiter en extension une carrière ainsi qu'une installation de premier traitement de matériaux sur le territoire de la commune de MARGON ;

VU la demande présentée le 24 juin 2003 par la S.A.S. STAR pour la réalisation exceptionnelle de travaux de découverte sur la carrière qu'elle exploite sur la commune de MARGON ;

VU la réunion de la Misen du 27 juin 2003 ;

VU la note du 30 juin 2003 de la S.A.S. STAR correspondant aux remarques formulées, suite à la réunion des services de la Misen du 27 juin 2003 ;

VU le rapport établi par l'inspecteur des Installations Classées en date du 23 juillet 2003 ;

Division EISS		
Noms	Dest	Copie
PB		
D le M		
SC		
A de M		
OO		
GOI		
JJD		
CR		
VC		
Secrétariat		

VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale des Carrières au cours de sa séance du 11 juillet 2003,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure et Loir ;

ARRETE

Article 1 –

La Société par actions simplifiées (S.A.S.) S.T.A.R. dont le siège social est situé route de Craon à RENAZE (53800) est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables- graviers alluvionnaires et de sables du Perche, située sur le territoire de la commune de MARGON, au lieu-dit « La Borde » autorisée par l'arrêté préfectoral n°1682 du 08 octobre 2001, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1682 du 08 octobre 2001 complété et modifié par les dispositions des articles ci-après :

Article 2 –

Il est rajouté au 1^{er} alinéa de l'article 6 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, intitulé « Carrières à ciel ouvert de sables (Rubrique 2510 de la nomenclature – AUTORISATION », une disposition rédigée ainsi :

« Pour l'année 2003, le volume maximal de matériaux prélevé est porté à 193 750 m³, incluant les 100 000 m³ de terres issues de la découverte exceptionnelle »

Article 3 –

Il est rajouté à l'article 6.1.3. de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, un alinéa rédigé ainsi :

« Une zone de décantation, dimensionnée selon les règles de l'art, sera aménagée, afin d'éviter que les eaux de ruissellement de la zone de découverte ne rejoignent le plan d'eau chargées en matières en suspension. »

Article 4 –

Il est rajouté à l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, un article 6.1.5 bis rédigé ainsi :

« Dès notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, et le document établissant la constitution des garanties financières. »

Article 5 –

L'article 6.2.1 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, est modifié comme suit :

« Pour l'année 2003, une découverte exceptionnelle de 5,5 hectares supplémentaires est autorisée. Cette superficie s'ajoute à la superficie maximale de décapage de 2ha par an.

Pour les années suivantes, le décapage des terrains sera limité aux surfaces mentionnées sur les plans joints en annexe du présent arrêté, et n'excédera en aucun cas 2 hectares par année.

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

.../...

Le décapage est réalisé de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément. 100 000 m³ de terres de décapage seront utilisées, pour la réalisation de travaux de terrassement d'une digue située à 1 km en amont. La totalité des autres terres issues des opérations de découverte et de décapage du site sera réutilisée pour la remise en état des lieux.»

Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2 mètres pour lui conserver ses qualités agronomiques. »

Article 6 –

L'article 6.2.3 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, est modifié comme suit :

« Les schémas d'exploitation annexés à l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001 sont remplacés par les schémas d'exploitation joints en annexe du présent arrêté. A compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitation de la carrière est conduite conformément aux schémas d'exploitation annexés au présent arrêté.

Le matériau est exploité à l'aide d'une drague sur ponton flottant, fonctionnant à l'électricité et utilisant des huiles hydrauliques végétales.

La pulpe composée des matériaux extraits est transportée par refoulement hydraulique jusqu'aux installations d'essorage.

Les matériaux essorés sont transportés par bandes convoyeuses jusqu'aux installations de premier traitement.

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Pour l'année 2003, une découverte exceptionnelle de 5,5 hectares supplémentaires est autorisée. Cette superficie s'ajoute à la superficie maximale de décapage de 2ha par an.

Pour les années suivantes, le décapage des terrains sera limité aux surfaces mentionnées sur les plans joints en annexe du présent arrêté, et n'excédera en aucun cas 2 hectares par année. En 2008 et 2009 notamment, il n'y aura pas d'opération de décapage ; sauf en cas de demande motivée de l'exploitant, dans la limite de 2 ha maximum, et après avis des services de l'Etat compétents.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le décapage et la découverte des terrains sont réalisés uniquement entre le 15 septembre et le 15 novembre de chaque année. La superficie totale concernée par ces opérations n'excédera pas 2 ha par année.

Exceptionnellement, en 2003, le décapage et la découverte des terrains seront réalisés dans la période débutant à la date de notification du présent arrêté et s'achevant le 15 novembre 2003. Pour l'année 2003 uniquement, une découverte exceptionnelle est autorisée, n'excédant pas 5,5 ha. Cette superficie s'ajoute à la superficie maximale de décapage de 2ha par an.

Les engins utilisés pour ces opérations mettent en œuvre également des huiles végétales pour leurs équipements hydrauliques. Concernant les engins utilisés pour l'opération de découverte exceptionnelle en 2003, en cas d'impossibilité de mettre en œuvre des huiles végétales pour leurs équipements hydrauliques, toutes dispositions devront être prises par l'exploitant pour éviter le risque de fuite, et contenir une fuite éventuelle. Ceci passera notamment par la mise à disposition, sur chaque engin, d'une quantité d'absorbant suffisante pour contenir une fuite éventuelle, et par la reprise des déchets générés en cas de fuite (absorbant, terres souillées, etc...) pour acheminement vers une filière dûment autorisée. Les frais d'élimination éventuels sont à la charge de l'exploitant.

Les engins utilisés pour les opérations de décapage et de découverte œuvreront à partir du bord de ces zones, et ne descendront pas dans les zones décapées.

Les cordons de découverte seront placés en dehors de la zone inondable.

Les dépôts temporaires de matériaux seront disposés en forme de cordons dans le sens des écoulements.

Les bords des excavations ne seront pas surélevés par rapport au terrain naturel. »

Article 7 –

Il est rajouté à l'article 6.2.4 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, sept alinéas rédigés ainsi :

« Dans les zones situées à moins de 50 m des fuseaux englobant les méandres de l'Huisne, l'extraction aura une profondeur maximale de 4 mètres par rapport au niveau de la base de la découverte.

La superficie totale concernée par l'extraction n'excédera pas 2 ha par année, incluant 1 ha maximum dans les zones situées à moins de 50 m des fuseaux englobant les méandres de l'Huisne.

Afin de pallier une déstabilisation des berges, l'exploitant procédera à la création de merlons détournant les écoulements en amont de la zone d'extraction des découvertes.

Pour ce faire :

- Au plus tard le 15 septembre de chaque année comprise entre 2003 et l'année à laquelle l'ensemble des zones situées à moins de 50m des fuseaux englobant les méandres de l'Huisne seront remis en état, incluse : l'exploitant communiquera au service police de l'eau, pour avis, le plan des excavations situées au sein des fuseaux de 50 m englobant les méandres de l'Huisne, mentionnant la localisation des merlons proposés dans l'objectif de détourner les écoulements en amont de la zone d'extraction des découvertes.
- au plus tard le 15 novembre de chaque année comprise entre 2003 et l'année à laquelle l'ensemble des zones situées à moins de 50m des fuseaux englobant les méandres de l'Huisne seront remis en état, incluse : l'exploitant réalisera les merlons prescrits.

De plus, les sédiments accumulés par les crues dans les excavations seront conservés "in situ" jusqu'au démarrage de la phase annuelle d'extraction.

Au démarrage de chaque phase annuelle d'extraction, les sédiments seront enlevés et mis en dépôt hors d'eau vis à vis des crues, si besoin par l'intermédiaire d'un décanteur. La couche enlevée pourra être de l'ordre de 0,50 m.

Au sein des dépôts, des analyses des sédiments seront réalisées, chaque année, à la charge de l'exploitant, sur la base d'échantillons représentatifs. Ces analyses seront réalisées par un laboratoire accrédité. Pour chaque paramètre recherché, la méthode d'analyse retenue sera celle qui garantit la limite de quantification inférieure la plus faible.

Les paramètres à analyser seront, sur les échantillons prélevés : pH, HCT, cadmium, plomb, chrome total, cuivre, zinc, mercure, manganèse, arsenic, chrome hexavalent, COT, BTEX, PCB, HAP.

Les échantillons prélevés feront également l'objet d'un test de lixiviation, puis des analyses suivantes sur les échantillons obtenus et les lixiviats : arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénol, COT sur éluats, fraction soluble, pH.

L'exploitant communiquera les résultats commentés de ces analyses à l'inspecteur des installations classées dans les meilleurs délais, et au plus tard un mois après la prise de l'échantillon.

En fonction des résultats des analyses, et après avis des services de l'Etat compétents, les dépôts pourront, soit être réemployés pour la remise en état du site, soit être acheminés vers une filière d'élimination dûment autorisée pour les recevoir en fonction de leurs caractéristiques. Les frais d'élimination éventuels et d'analyses complémentaires éventuellement nécessaires sont à la charge de l'exploitant".

.../...

Article 8 –

Il est rajouté à l'article 6.2.5 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, un alinéa rédigé ainsi :

« Les trois zones humides auront une superficie qui sera au minimum égale à la superficie délimitée par limite de la bande des 50m en bordure de l'Huisne et la bande des 50m des fuseaux englobant les méandres de l'Huisne. »

Article 9 –

Il est rajouté à l'article 6.2.6 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, un alinéa rédigé ainsi :

« Dès la fin de l'opération de découverte exceptionnelle des terres, et au plus tard le 30 novembre 2003, un exemplaire du plan défini à l'article 6.2.6 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, présentant la situation du site à la fin des opérations de découverte exceptionnelle, sera transmis au service d'inspection des installations classées. Ce plan ne se substitue pas au plan transmis en fin d'année, demandé par l'article 6.2.6 de l'arrêté susvisé.

Article 10 –

Il est rajouté à l'article 6.3 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, un alinéa rédigé ainsi :

« Pour l'année 2003, un volume maximal de 100 000 m³ de terres de découverte pourra être utilisé pour la réalisation de travaux de terrassement d'une digue située à 1 km en amont. »

Article 11 –

L'article 7 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001 est modifié comme suit :

« Les schémas d'exploitation annexés à l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001 sont remplacés par les schémas d'exploitation joints en annexe du présent arrêté. A compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitation de la carrière est conduite conformément aux schémas d'exploitation annexés au présent arrêté.»

Le tableau présentant le montant des garanties de l'article 7 de l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001 est modifié comme suit :

« Pour chaque période, le montant des garanties financières figure dans le tableau ci-dessous :

PERIODES	S1 (C1 = 70 KF/ha)	S2 (C2 = 150 KF/ha)	S3 (L) (C3 = 210 KF/m)	Montant des garanties financières TTC
1 2003-2006	00ha 54a 00ca	7ha 66a 00ca	400 m	1 270 800 kF, soit 193 732,21 euros
2 2007-2011	00ha 54a 00ca	2ha 43a 00ca	760 m	561 900 kF, soit 85 661,10 euros
3 2012-2015	00ha 45a 60ca	1ha 78a 00ca	350 m	372 000 kF, soit 56 711,03 euros

LES SUPERFICIES INDIQUEES CORRESPONDENT AUX VALEURS MAXIMALES ATTEINTES AU COURS DE LA PERIODE CONSIDEREE

Il est rajouté à l'arrêté n°1682 du 08 octobre 2001, un article 7.8 rédigé ainsi :

« Dès notification du présent arrêté, l'exploitant fera réaliser, à ses frais, par un organisme tiers agréé, une analyse critique du montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière, sur la base des plans annexés au présent arrêté. Le rapport de cette analyse devra être transmis à M. le Préfet d'Eure et Loir dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les dispositions des articles 7.1 à 7.7 de l'article 7 demeurent inchangées. »

Article 12 –

Sauf mention particulière spécifiée dans l'arrêté, toutes les prescriptions sont applicables dès la notification du présent arrêté.

Article 13 –

Une ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Directeur de la Société par actions simplifiées (S.A.S.) S.T.A.R. qui peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Il peut également contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique, ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal Administratif.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté d'autorisation en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation telle que définie à l'article 4 du présent arrêté.

Article 14 –

Une ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Directeur de la S.A.S. S.T.A.R.. Ampliations en sont adressées à Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Nogent le Rotrou, à Monsieur le Maire de la commune de MARGON, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, ainsi qu'aux chefs de services consultés lors de la réunion de la Misen.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera en outre affiché à la Mairie de MARGON pendant une durée de un mois à la diligence de M. le Maire de la commune de MARGON qui devra justifier au Préfet d'Eure et Loir de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché, en permanence et de façon visible, par le pétitionnaire dans son établissement.

Un avis du présent arrêté sera, aux frais de la société S.A.S. STAR, inséré par les soins du Préfet d'Eure et loir dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MARGON et peut y être consultée.

Dès réception de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 4 du présent arrêté, M. le Préfet d'Eure et loir en transmet un exemplaire à l'inspection des installations classées et un autre au maire de la commune de MARGON.

Un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation sera aux frais de la société S.A.S. S.T.A.R. inséré par les soins de M. le Préfet d'Eure et loir dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 15 –

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté, peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L514.1 du Code de l'Environnement.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

Article 16 –

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure et Loir, Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Nogent le Rotrou, Monsieur le Maire de la commune de MARGON, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement CENTRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le 21 Juillet 2003

LE PREFET,

Signé :

Nicolas DESFORGES

Pour AMPLIATION
L'Attaché, Chef de Bureau



Hélène DESBREE



Année 2003
au 1/4000

Exploitation et remblaiement
de 15.0ha au 15.11

	Zone remblayée
	Zone en eau
	Exploitation
	Découverte

+ Surface totale de sable
maximale existante
chacune 2003: 2ha,

Surface totale maximale
d'opération de découverte existante
chacune 2003: 55ha.

